

promptement la Russie. J'aurais pu fermer les yeux sur tous les maux du régime, mais il m'a été impossible de rester froid devant l'acte sauvage, barbare, indigne du dernier des politiciens « révolutionnaires », qui consiste à enlever sournoisement, et à jeter au milieu des pires loups, un homme qui a sacrifié toute sa vie aux luttes du prolétariat. Lorsque j'entends traiter Trotsky de contre-révolutionnaire, je me demande si Lénine

vivant aujourd'hui n'eût pas été traité de la même façon. Je suis convaincu que si Lénine pouvait voir ce qui se passe actuellement en Russie, il n'eût pas agi autrement que Trotsky. »

Les ouvriers vous aimaient déjà, Istrati. Vous venez aujourd'hui, de le mériter un peu plus.

MAGDELEINE MARX.

Thermidor se déroule

A mesure que grandissent les difficultés économiques de l'Union Soviétique, la répression s'accroît contre l'Opposition; cette répression prend les proportions d'une véritable Terreur. Autant la terreur est légitime lorsqu'il s'agit de défendre les conquêtes de la Révolution prolétarienne, autant elle est criminelle lorsqu'elle s'exerce sur ceux qui défendent avec acharnement la dictature du prolétariat menacée. L'Union Soviétique, dans la XII^e année de la Révolution, voit fleurir la délation et s'installer l'état de siège, dirigés contre les communistes.

« Dans les derniers jours de janvier, ceux des militants de l'Opposition qui n'avaient pas encore été inquiétés ont été arrêtés; la plupart ont été dirigés sur la prison de Tobolsk (Sibérie) où ne se trouvent pas moins de 150 oppositionnels. Au reste la répression contre les communistes a pris de telles proportions qu'il n'est plus possible de la dissimuler. Qu'on juge de son ampleur : dans le seul mois de janvier deux cents arrestations à Leningrad, et, en six semaines, plus de quatre cents à Moscou. Cette persécution sauvage — où les militants sont appréhendés par surprise et expédiés sans jugement dans quelque village ou quelque prison de Sibérie, le mari séparé de sa femme, la femme séparée des enfants — n'a pas été sans provoquer des réactions prolétariennes : dans une gare de Moscou, lors du départ d'un convoi de déportés, les ouvriers ont manifesté leur indignation et l'intervention brutale du Guépéou n'a pas manqué de faire naître quelques bagarres. Naturellement la presse n'en a pas soufflé mot, mais c'est là un avertissement dont Staline aurait tort de méconnaître l'importance.

Au surplus, il faudra bientôt se rendre à l'évidence de l'inutilité de la répression. C'est folie de penser que l'on peut en arrêtant les militants de l'Opposition arrêter le mouvement de l'Opposition. L'Opposition est liée à la classe ouvrière, elle est enracinée dans les usines, et, par le fait qu'elle représente les intérêts du prolétariat, par le fait que l'aggravation du conflit des classes entraînera une partie toujours plus importante de la classe ouvrière à adopter la plateforme de l'Opposition, celle-ci

dispose de réserves qui défient la répression : l'Opposition est invincible.

**

Dans notre numéro de Janvier, nous avons dit que la dernière vague de terreur contre les communistes annonçait un nouveau coup de barre à droite: Staline, disions-nous, donne un gage à Thermidor; en emprisonnant ceux qui réagissent le plus vigoureusement contre toute capitulation devant la bourgeoisie, il se rend les mains libres...

L'événement n'a pas tardé à justifier cette prévision.

Deux mesures prises par le Gouvernement Soviétique nous ont apporté, en quelques jours, deux confirmations.

C'est d'abord la réduction des impôts paysans, annoncée dans *l'Humanité* du 13 février 1929. Certes, la mesure est présentée comme devant bénéficier aux paysans moyens. Mais, dans l'état actuel des choses en Russie — alors que la politique de Staline loin d'isoler le koulak au village devant le bloc du paysan pauvre et du paysan moyen, a, au contraire, augmenté sa puissance et son audace — il est clair que la réduction d'impôts accordée à tous ceux qui étendront la superficie d'emblavement et augmenteront le rendement de la récolte profitera en première ligne au koulak. Dans d'immenses régions (Caucase, Ukraine, Sibérie), le koulak ne possède-t-il pas plus de 50 % de l'outillage agricole?

La *Pravda* ne nous a-t-elle pas appris l'année dernière, dans son éditorial du 15 février, que le Koulak s'était « développé et enrichi », qu'il était « une autorité économique au village » et, pour tout dire, « le véritable détenteur des grandes réserves de blé » ? Les choses ont-elles changé depuis? Elles n'ont fait que s'aggraver. A l'heure actuelle, — c'est le dernier discours de Roudzoutak, Vice-Président du Conseil des Commissaires de l'Union Soviétique, qui nous l'apprend — il arrive que des coopératives de crédit (destinées à soutenir les économies paysannes pauvres) détournent cer-

taines sommes de leur destination pour octroyer des crédits aux koulaks! C'est aussi aux koulaks que profiteront, en première ligne, les dégrèvements d'impôts.

Devant le déficit du blé, et après l'échec des mesures de réquisition, Staline en est revenu à sa conception première : il ne veut plus voir les classes au village, il croit pouvoir augmenter la production, sans s'inquiéter de savoir quelle classe en tirera avantage. Quant au chef de la droite, plus naïf ou moins discret, il laisse entendre que le dégrèvement d'impôts profitera aussi aux économies riches : « Il va de soi, dit Rykov, que ces faveurs ne s'étendent pas aux économies MANIFESTEMENT koulaks ». Vous entendez bien : manifestement. Pour être exclu de ces faveurs, il faudra donc que le paysan riche se revendique avec insolence du titre d'exploiteur. Mais s'il est koulak tout simplement, et non pas manifestement koulak, tout ira bien, il pourra accumuler le blé, augmenter le nombre de ses ouvriers agricoles et voir décroître ses impôts. Ici l'astuce de Rykov touche à la farce...

Voici donc, une fois encore, par la grâce de Staline, toutes les couches du village bénéficiant d'une réduction d'impôts et « réconciliées » en vue de la production. Pour étendre la superficie d'emblavement, pour augmenter le rendement de la récolte qu'on laisse « le paysan » tranquille! La lutte de classes à la campagne c'est une invention de l'Opposition; c'est l'Opposition qui crée des koulaks imaginaires pour rallumer la guerre civile... Ainsi, les droitiers cherchent à amener les paysans contre l'Opposition pour faire admettre que seules les solutions de droite sont possibles; ils voudraient faire croire que les mesures de réquisition prises l'an dernier par Staline c'est la politique de l'Opposition, que les excès et les tracasseries d'une bureaucratie tyrannique à l'égard des paysans moyens c'est aussi la politique de l'Opposition, que cette politique aboutit à dépouiller le paysan travailleur et à favoriser le paresseux... Laisser « le paysan » tranquille, c'est le premier et le dernier mot de ces messieurs de la droite, qui se disent « réalistes », et pour qui la production est étrangère à la lutte des classes...

Paix au village pour le laisser produire! C'est, sous les phrases encore « gauche », la grande pensée du pouvoir, c'est le crochet vers la droite après le zig-zag de l'an passé vers le communisme de guerre. Mais cette « paix sociale » ou tout au moins cette trêve dont on attend merveille, le koulak l'observe-t-il économiquement et politiquement? Le rassemblement du blé, qui en était le prétexte, a-t-il été ainsi facilité? La tranquillité règne-t-elle au village?

A ces questions, la lecture de la presse officielle permet de répondre. Le stockage des blés, sans être aussi nettement désastreux que l'année précédente, est en régression importante sur l'année 1926-27 : 5,8 millions de tonnes au lieu de 7 millions. Quant

à la « paix sociale », voici, d'après la *Correspondance Internationale*, comment la conçoit les koulaks — ces koulaks « imaginaires » — à propos des élections aux Soviets dans la Russie-Blanche : « Les koulaks sont intervenus ici d'une façon particulièrement active. Dans le seul mois de décembre, ils ont commis 79 actes de terrorisme dont 24 assassinats et tentatives d'assassinats. Mais ils n'ont réussi presque nulle part à intimider les paysans pauvres et à mettre de leur côté la paysannerie moyenne. »

On le voit, le koulak ne consent pas à se laisser oublier, il entend tirer parti de la faiblesse que le pouvoir prolétarien manifeste à son égard. Déjà, par endroits, il est en mesure d'intimider les paysans pauvres et d'entraîner les paysans moyens. Déjà il en est venu à la lutte ouverte, à la méthode terroriste...

On ne peut pas abandonner un doigt à la collaboration « pacifique » des classes sans que le corps y passe tout entier. La politique de droite peut bien mener à une production accrue, mais en développant sans frein l'accumulation capitaliste avec toutes ses conséquences; elle peut bien établir l'ordre, mais c'est l'ordre bourgeois, c'est la perte de la Révolution.

**

La seconde mesure a trait à l'organisation industrielle et à la vie ouvrière.

C'est un nouveau statut des entreprises.

Sa caractéristique est d'augmenter considérablement les pouvoirs du directeur de l'usine, au détriment de ceux des autres organismes : conseil d'entreprise, syndicat, cellule. Les pouvoirs du directeur deviennent en quelque sorte absolus : droit d'embauche et de débauche, amendes au personnel, etc., le tout sans recours effectif contre l'arbitraire. C'est la fin des derniers vestiges du contrôle ouvrier.

Les capitalistes qui suivent avec intérêt les choses de Russie parce qu'ils n'ont pas renoncé à utiliser un jour cet immense marché, ne dissimulent pas leur joie devant ces prodromes d'un retour au capitalisme.

Le nouveau statut des entreprises emplit de félicité François-Marsal, l'ancien Ministre des Finances, l'homme de Millerand. Dans un article d'*Actualités* consacré à cet événement sous le titre « Les Soviets ont-ils compris? », il ne cache pas ses espérances : « C'est la fin, s'exclame-t-il, des empiètements et du favoritisme communiste!... Le nouveau statut marque le retour aux idées saines, fruits du temps ou de l'expérience. » Un seul point noir : comment les comités d'usines, les cellules, les syndicats vont-ils réagir? « Se résigneront-ils, questionne notre homme, à l'amointrissement de leurs prérogatives? »